



(Dénommé l'Assureur)

Moyennant le paiement de la prime et aux conditions du contrat,
l'Assureur accorde à l'Assuré la garantie énoncée ci-après

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ASSURÉ DÉSIGNÉ	Selon le certificat (S.A.R.L.)
ADRESSE POSTALE	Selon le certificat
NATURE DE LA GARANTIE	Assurance responsabilité professionnelle
PÉRIODE D'ASSURANCE	De 0h01 le 1 ^{er} avril 2017 À 0h01 le 1 ^{er} avril 2018 (Heure normale à l'adresse ci-dessous)
MONTANT DE LA GARANTIE	Sous réserve des dispositions du chapitre 3 du présent contrat : - Limite par sinistre : 2 000 000 \$ - Limite par période d'assurance : 2 000 000 \$
PRIME	Selon le certificat
FRANCHISE PAR SINISTRE	Nil
AVIS À L'ASSUREUR	Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec 2020, boul. Robert Bourassa, bureau 2160 Montréal (Québec) H3A 2A5

Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de
l'Ordre des pharmaciens du Québec

Directrice générale

CHAPITRE PREMIER – DÉFINITIONS

Les termes suivants, lorsqu'ils apparaissent en caractères gras dans le présent contrat, doivent être interprétés dans le sens suivant :

1.01 Activités professionnelles

Tous les services qui ont été rendus ou qui auraient dû être rendus directement ou indirectement par tout pharmacien :

- exerçant sa profession au sein de l'**Assuré** désigné ou au sein de la société en nom collectif que l'**Assuré** désigné continue conformément à l'article 187.16 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26);
- dans le seul exercice de la profession de pharmacien; et
- en tant que membre en règle de l'Ordre des pharmaciens du Québec.

1.02 Assuré

La **S.A.R.L.** identifiée comme **Assuré** désigné au certificat.

1.03 Assureur

L'Ordre des pharmaciens du Québec par la seule entremise du Fonds d'assurance créé à cette fin : le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec tel que constitué par l'Ordre des pharmaciens du Québec et régi par la *Loi sur les assurances* (L.R.Q., c. A-32).

1.04 Déchets

Outre les acceptions usuelles de ce mot, les produits destinés à être recyclés, remis à neuf ou récupérés.

1.05 Marchandise

Toute drogue, tout cosmétique ou instrument tel que défini à la *Loi concernant les aliments, drogues, cosmétiques et instruments thérapeutiques* (S.R.C., c. F-27) ainsi que tout article hygiénique, sanitaire ou autre couramment vendu en pharmacie.

1.06 Médicament

Un **médicament** au sens de la *Loi sur la pharmacie* ou de toute autre loi portant sur le même objet, de même que l'ensemble des frais qui y sont associés, tels d'emballage, de manutention, d'expédition, de livraison, d'entreposage de même que le paiement des taxes et des droits.

1.07 Mesures antipollution

La recherche, le contrôle, l'élimination, le confinement, le traitement, la détoxification ou la neutralisation des **polluants**, ou les opérations de nettoyage.

1.08 Polluant

Toute substance solide, liquide ou gazeuse, ou tout facteur thermique, qui est source de contamination de pollution ou d'irritation, notamment les fumées, les vapeurs, la suie, les produits chimiques et les **déchets**.

1.09 Réclamation

- a) toute demande, verbale ou écrite, de réparation pécuniaire;
- b) toute allégation, verbale ou écrite;
- c) tout fait ou circonstance pouvant raisonnablement donner lieu à une demande de réparation pécuniaire;

Ayant trait aux dommages couverts par le présent contrat.

1.10 Sinistre

Toute faute, erreur ou omission étant à l'origine d'une ou de plusieurs **réclamations**.

1.11 Société à Responsabilité Limitée (ici nommée S.A.R.L.)

La société par actions ou la société en nom collectif à responsabilité limitée au sens du chapitre VI.3 du Code des professions (L.R.Q. c. C-26), dûment constituée, au sein de laquelle un pharmacien est autorisé à exercer ses **activités professionnelles** conformément à ce chapitre et conformément au *Règlement sur l'exercice de la pharmacie en société*. Tout membre de l'Ordre des pharmaciens du Québec exerçant des **activités professionnelles** au sein de la **S.A.R.L.** est membre de cette dernière, même s'il n'en est ni associé, ni actionnaire.

CHAPITRE 2 – NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

2.01 Objet du contrat

Sous réserve des conditions du présent contrat, sur la foi des déclarations et en considération du paiement de la prime, l'**Assureur** garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'**Assuré** en raison des dommages occasionnés à des tiers du fait de toute faute, erreur ou omission résultant d'**activités professionnelles**.

POUR ÊTRE COUVERTS, LES DOMMAGES DOIVENT ENTRAÎNER UNE **RÉCLAMATION** QUI SOIT DÉCLARÉE À L'**ASSUREUR** PENDANT QUE LE PRÉSENT CONTRAT EST EN VIGUEUR. La **réclamation** est réputée déclarée dès qu'un premier avis écrit en est reçu par l'**Assureur**.

Toutes les **réclamations** découlant d'un même **sinistre** et le **sinistre** lui-même, seront réputés déclarés le jour où la première d'entre ces **réclamations** est déclarée à l'**Assureur**.

La garantie se limite aux dommages compensatoires et elle s'exerce dans les limites énoncées au CHAPITRE 3 – LIMITATIONS DE GARANTIE.

Les seuls autres engagements de l'**Assureur** envers l'**Assuré** sont stipulés à l'article 2.02 – Garanties subsidiaires.

2.02 Garanties subsidiaires

Eu égard à la garantie offerte par le présent contrat, l'**Assureur** s'engage à prendre en charge la défense de l'**Assuré** en cas de poursuite recherchant à tort ou à raison sa responsabilité civile en raison d'un **sinistre** et d'un dommage couverts.

Dans le cadre de toute **réclamation**, notamment par voie d'action, à laquelle il oppose une défense, l'**Assureur** s'engage à payer EN SUPPLÉMENT DES MONTANTS DE GARANTIE :

- a) tous les frais engagés par lui;
- b) la prime de tout cautionnement exigé pour obtenir mainlevée de saisie ou droit d'appel dans la défense d'une poursuite contestée pourvu que le montant du cautionnement n'excède pas le montant de la garantie, sans pour autant être tenu de demander, d'obtenir ou de fournir de tels cautionnements;
- c) tous les frais raisonnablement engagés par l'**Assuré** à la demande de l'**Assureur** en vue d'aider l'**Assureur** dans l'enquête ou la défense, à l'exclusion de toute perte de revenus;
- d) tous les frais taxés contre l'**Assuré**;
- e) ainsi que les intérêts sur le montant de la garantie.

Les obligations de l'**Assureur** envers l'**Assuré** en vertu de cet article 2.02 s'appliquent à toute **réclamation** faite contre l'**Assuré** et qui fait l'objet de la garantie offerte par le présent contrat, sans égard au montant de la **réclamation**. Cependant, les obligations de l'**Assureur** envers l'**Assuré** en vertu de cet article 2.02 cessent dès que les limites de la garantie seront atteintes par suite de paiement fait en vertu d'un jugement ou d'un règlement. L'**Assureur** est alors tenu aux intérêts et frais encourus jusqu'à cette date.

2.03 Exclusions

Sont exclus de l'assurance :

- a) les conséquences de **sinistres** ou **réclamations** dont l'**Assuré** a eu connaissance de quelque façon avant la prise d'effet du présent contrat (ou du premier contrat émis par l'**Assureur** si le présent contrat fait partie d'une suite ininterrompue de renouvellements);
- b) les amendes, pénalités, dommages punitifs ou exemplaires et autres sommes qui ne sont pas de nature compensatoire;
- c) les conséquences d'actes frauduleux ou criminels ou de fautes, erreurs ou omissions intentionnelles, étant précisé que la présente exclusion n'est pas opposable à l'**Assuré** n'étant ni auteur ni complice des faits susdits; cependant, lorsqu'une telle **réclamation** alléguant uniquement ce que ci-dessus mentionné se termine sans qu'aucun paiement ne soit requis de l'**Assuré**, l'**Assureur** remboursera rétroactivement les sommes raisonnables engagées par l'**Assuré** au titre de sa défense;
- d) la responsabilité que l'**Assuré** peut encourir à titre de propriétaire, actionnaire, dirigeant, associé ou administrateur de toute entreprise, sauf en ce qui concerne les **activités professionnelles** couvertes par le présent contrat;
- e) les dommages découlant directement ou indirectement d'un défaut de fabrication ou d'un vice caché d'une **merchandise** vendue ou distribuée par l'**Assuré**;
- f) la privation de jouissance, la détérioration ou la destruction de biens prêtés à l'**Assuré** ou de biens dont l'**Assuré** a la garde ou sur lesquels l'**Assuré** a pouvoir de direction ou de gestion;

- g) toute perte découlant :
- 1) d'une atteinte à un **médicament**; ou
 - 2) de l'impossibilité de vendre, offrir ou distribuer un **médicament**; ou
 - 3) de toute demande visant le remboursement, la substitution ou le remplacement d'un **médicament** après qu'il ait été vendu, offert ou distribué.
- h) toute **réclamation** fondée sur, découlant ou résultant, directement ou indirectement, de la présence, du déversement, du rejet, de l'émission, de la dispersion, de l'infiltration, de la fuite, de la migration, de l'échappement ou de l'élimination – réels, prétendus, potentiels ou imminents – de **polluants**, ainsi que les **réclamations** se rattachant, directement ou indirectement, à la mise en œuvre de **mesures antipollution**;
- i) la responsabilité imposée par toute loi sur la responsabilité nucléaire;
- j) les dommages :
- 1) pouvant faire l'objet d'une assurance de la Responsabilité civile couvrant le risque nucléaire et consentie à toute personne assurée au titre du présent contrat par le Pool Canadien d'assurance des risques atomiques ou par tout autre groupe d'assureurs, que ladite personne soit ou non nommément désignée comme assurée par l'assurance en question ou qu'elle soit ou non en mesure de se faire reconnaître en justice le droit à celle-ci, et que le montant de ladite assurance soit épuisé ou non;
 - 2) occasionnés directement ou indirectement par le risque nucléaire découlant :
 - soit de la propriété, soit de l'entretien, l'utilisation ou l'exploitation d'une installation nucléaire par ou pour un **Assuré**;
 - de services fournis par un **Assuré**, ou de la fourniture de matériaux, pièces, équipements ou matériel, rattachables à la conception d'installations nucléaires ou à leur construction, entretien, exploitation ou usage;
 - de la possession, de la consommation, de l'usage, de la manutention, de l'élimination ou du transport de corps fissibles ou d'autres substances radioactives vendues, manutentionnées, utilisées ou distribuées par un **Assuré**, étant précisé que ne sont pas considérées comme des substances radioactives les isotopes radioactifs hors d'installations nucléaires, ayant atteint le stade final de la fabrication et utilisables à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles.

Étant précisé que dans le cadre de la présente exclusion on entend par :

- i) risque nucléaire : les propriétés dangereuses des substances radioactives, notamment leur radioactivité, leur toxicité et leur explosivité;
 - ii) substances radioactives : l'uranium, le thorium, le plutonium, le neptunium, leurs dérivés et composés, les isotopes radioactifs d'autres éléments et toutes autres substances pouvant éventuellement être désignées par règlement de la Régie de contrôle de l'énergie atomique comme étant de nature à émettre de l'énergie atomique ou comme étant requises pour la production, l'usage ou l'application de l'énergie atomique.
- 3) Installations nucléaires :
- i) les appareils conçus ou utilisés pour entretenir la fission nucléaire dans une réaction en chaîne ou pour contenir une masse critique composée en tout ou en partie de plutonium, de thorium ou d'uranium;
 - ii) le matériel ou les dispositifs conçus ou utilisés pour la séparation des isotopes du plutonium, du thorium ou de l'uranium, ou de toute combinaison de ces éléments, pour le traitement ou l'utilisation de combustibles usés, pour la manutention, le traitement ou l'emballage de **déchets**;
 - iii) le matériel ou les dispositifs utilisés pour le traitement, la fabrication ou l'alliage du plutonium, du thorium ou de l'uranium enrichi en isotopes d'uranium 233 ou 235, ou de toute combinaison de ces éléments, si à quelque époque que ce soit, la quantité totale de ces éléments se trouvant sous la garde de l'**Assuré** aux lieux où le matériel ou les dispositifs susdits sont situés comporte plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233 ou de toute combinaison de ces éléments, ou plus de 250 grammes d'uranium 235;
 - iv) les lieux, notamment les bâtiments, bassins, excavation ou constructions de toute nature, conçus ou utilisés pour emmagasiner ou éliminer les **déchets** de substances radioactives.

En tout autant, les emplacements où se trouvent lesdites installations, toutes les activités qui y sont exercées, et les lieux affectés aux dites activités.

- 4) Corps fissible, tout corps désigné :
 - i) susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire;
 - ii) duquel peut être obtenu un autre corps susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire.

2.04 Limites territoriales

La garantie accordée par le présent contrat s'applique aux **activités professionnelles** exercées :

- au Québec;
- à l'extérieur du Québec par un pharmacien s'y trouvant de façon temporaire, dans la mesure où les **activités professionnelles** sont exercées au bénéfice d'un résident du Québec;
- dans le monde entier pour les **activités professionnelles** exercées par les pharmaciens des Forces Armées Canadiennes dans le cadre de leur mandat.

CHAPITRE 3 – LIMITATIONS DE GARANTIE

3.01 Les montants de garantie applicables aux **réclamations** présentées à l'**Assuré** sont stipulés aux Conditions particulières du contrat.

Quel que soit le nombre de tiers lésés ou de **réclamations** :

- a) sous réserve de l'alinéa b) ci-dessous, le montant de garantie par **sinistre** constitue le maximum que l'**Assureur** paiera pour tous les dommages imputables au même **sinistre**;
- b) le montant de garantie par période d'assurance annuelle stipulé aux Conditions particulières constitue le maximum que l'**Assureur** paiera pour l'ensemble des **sinistres** déclarés à l'**Assureur** pendant la période d'assurance annuelle.

3.02 La garantie du présent contrat s'applique exclusivement en excédent de tout montant de garantie que doit fournir le pharmacien conformément au *Règlement sur la souscription obligatoire* au Fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec et de toute autre assurance souscrite par le pharmacien en vertu de l'assurance excédentaire facultative.

La présente assurance est cependant une assurance de première ligne dans le cadre des **réclamations** présentées exclusivement à l'**Assuré** en raison des fautes ou négligences commises par un pharmacien dont elle doit répondre.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

LE CONTRAT

4.01 Intégrité du contrat

Le présent contrat constate toutes les ententes conclues entre l'**Assuré** désigné et l'**Assureur** relativement à la présente assurance. Aucune dérogation ou modification au présent contrat ne saurait engager l'**Assureur** à moins de stipulation sous forme d'avenant.

4.02 Déclarations

En acceptant le présent contrat, l'**Assuré** désigné reconnaît que ce dernier a été émis sur la foi des renseignements fournis à l'**Assureur**.

4.03 Avis

Les avis de l'**Assuré** à l'**Assureur** doivent être expédiés à l'adresse figurant au présent contrat.

Les avis de l'**Assureur** à l'**Assuré** sont expédiés à l'**Assuré** désigné à l'adresse figurant aux Conditions particulières du présent contrat ou à toute autre adresse notifiée par écrit à l'**Assureur**.

4.04 Résiliation

L'assurance prend fin à la date d'effet de la résiliation. En cas de résiliation, l'**Assureur** rembourse à l'**Assuré** désigné tout trop-perçu de la prime qui correspond à la partie non acquise de la prime d'assurance. Le remboursement est effectué selon le Tableau de résiliation qui suit :

Temps couru en jours	Portion de la prime retenue par l' Assureur sur la base de la prime annuelle
1 à 30	1/12
31 à 60	2/12
61 à 90	3/12
91 à 120	4/12
121 à 150	5/12
151 à 180	6/12
181 à 210	7/12
211 à 240	8/12
241 à 270	9/12
271 à 300	10/12
301 à 330	11/12
331 à 365	12/12

LES RÉCLAMATIONS

4.05 Obligations de l'Assuré en cas de réclamation

- a) L'**Assuré** doit faire en sorte que toute **réclamation** soit déclarée à l'**Assureur** à l'adresse apparaissant aux Conditions particulières dès qu'il en a connaissance et PENDANT QUE LE CONTRAT EST EN VIGUEUR.

En cas de **réclamation**, l'**Assuré** doit plus particulièrement :

- 1) transmettre immédiatement à l'**Assureur** une copie de toutes mises en demeure et de toutes pièces de procédure, notamment les avis et les assignations, reçues relativement à la **réclamation**;
- 2) autoriser l'**Assureur** à obtenir tous les dossiers et renseignements voulus;
- 3) prêter son concours à l'**Assureur** en matière d'enquête, de règlement ou de défense;
- 4) si l'**Assureur** en fait la demande, l'aider à exercer tout droit de recours contre les tiers responsables des dommages.

Le retard à transmettre ou le défaut de faire la déclaration requise par cette clause est cause de déchéance des droits de l'**Assuré** si la violation de cette obligation a causé préjudice à l'**Assureur**. Les retards dans la déclaration d'une **réclamation** ne sont pas opposables aux **Assurés** n'ayant pas eu connaissance de celle-ci ou du **sinistre** qui en est à l'origine, dès lors que la **réclamation** est faite PENDANT QUE LE CONTRAT EST EN VIGUEUR et que le retard n'occasionne pas de préjudice à l'**Assureur**.

- b) L'**Assuré** ne doit admettre aucune responsabilité, ni régler ou tenter de régler aucune **réclamation**, sauf à ses propres risques. Aucune transaction conclue sans le consentement de l'**Assureur** ne lui est opposable.
- c) Collaboration : l'**Assuré** doit apporter son concours à l'**Assureur**, à la demande de celui-ci, en matière d'enquête, de règlement ou de défense d'une **réclamation**. Il ne doit pas reconnaître volontairement de responsabilité et il doit s'abstenir, sauf consentement de l'**Assureur**, d'offrir ou d'effectuer tout règlement et d'engager toute dépense.

4.06 Enquête, défense et règlement

L'**Assureur** se réserve le droit d'agir à sa guise en matière d'enquête et de négociations avec les tiers. L'**Assureur** se réserve également le droit de prendre en charge et de diriger, unilatéralement et au nom de l'**Assuré**, la contestation de toute poursuite.

Même s'il se réserve le droit d'agir à sa guise en matière d'enquête et de règlement, l'**Assureur** ne peut conclure de règlement sans le consentement de l'**Assuré** désigné (ou lorsque pertinent de ses ayants droit ou héritiers légaux), sous réserve qu'en cas de refus de leur part d'autoriser un règlement raisonnable proposé par l'**Assureur** et agréé par le réclamant, la conduite de la défense devient dès lors à la charge de l'**Assuré** désigné, la garantie de l'**Assureur** se limite au montant du règlement qui aurait pu être effectué, augmenté des intérêts sur ce montant et des frais courus jusqu'au moment du refus, tout excédent étant à la charge de l'**Assuré** désigné.

4.07 Pluralité d'assurances

S'il existe plusieurs assurances de même portée, en vigueur et applicables à un **sinistre** assuré, le présent contrat ne produit ses effets qu'en proportion de la totalité des assurances en vigueur et jusqu'à concurrence du montant de la garantie.

4.08 Subrogation

À concurrence du montant payé en vertu du présent contrat, l'**Assureur** sera subrogé dans les droits et recours de l'**Assuré**. L'**Assuré** signera et livrera tout document requis par l'**Assureur** et nécessaire à l'exercice de ces droits et recours.

L'**Assureur** renonce à exercer tout recours subrogatoire contre un employé de l'**Assuré** sauf en cas d'actes frauduleux, malhonnêtes ou criminels ou d'une faute intentionnelle de la part de cet employé.

L'**Assureur** renonce à exercer tout recours subrogatoire contre un ou plus d'un membre de l'Ordre des pharmaciens du Québec ou ses héritiers légaux et ayants droit, assurés en vertu d'un autre contrat similaire émis par l'**Assureur** sauf en cas d'actes frauduleux, malhonnêtes ou criminels ou d'une faute intentionnelle de la part de ce membre.

DIVERS

4.09 Monnaie

Toutes les sommes, notamment les primes et les montants de garantie, sont en monnaie canadienne.

4.10 Recours de l'Assureur

L'**Assureur** se réserve le droit d'exercer tout recours contre l'**Assuré** désigné ou un pharmacien exerçant sa profession au sein de l'**Assuré** désigné :

- a) qui est l'auteur ou le complice d'actes frauduleux, malhonnêtes ou criminels ou d'une faute intentionnelle et en raison desquels il a dû effectuer le paiement; ou
- b) lorsqu'une violation du présent contrat par l'**Assuré** désigné ou un pharmacien exerçant sa profession au sein de l'**Assuré** désigné lui aura causé préjudice; ou
- c) lorsqu'il a dû effectuer le paiement d'une indemnité nonobstant le fait que cet **Assuré** désigné ou un pharmacien exerçant sa profession au sein de l'**Assuré** désigné n'avait pas droit au bénéfice de la couverture d'assurance.

4.11 Contrôle

L'**Assureur** a le droit de vérifier les livres et archives de l'**Assuré** en tout ce qui touche l'objet de l'assurance à toute époque en cours du présent contrat et des trois années en suivant la fin.

4.12 Prolongation

La garantie offerte par le présent contrat restera en vigueur pour une période de 5 ans suivant la fin de la période d'assurance au cours de laquelle l'**Assuré** désigné a cessé d'exister. La prolongation de garantie est valable dans la mesure où les **réclamations** qui sont présentées au Fonds d'assurance découlent des **activités professionnelles** d'un pharmacien ayant exercé sa profession au sein de l'**Assuré** désigné.

4.13 Faillite de l'Assuré

La faillite ou la déconfiture de l'**Assuré** ne libère pas l'**Assureur** de ses obligations en vertu du présent contrat.

4.14 Choix de loi et de juridiction

Le présent contrat est régi par les lois du Québec et les parties conviennent que tout litige en découlant sera soumis à juridiction exclusive des autorités québécoises.

COORDONNÉES DE L'ASSUREUR

Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de l'Ordre des pharmaciens du Québec

2020, boul. Robert-Bourassa, bureau 2160
Montréal (Québec) H3A 2A5

Téléphone : 514 281-0300
Sans frais : 877 281-0309
Télécopie : 514 281-0881